

Compte-rendu de la réunion du Comité de défense et de modernisation de l'hôpital de Nanterre, le 7 décembre 2011

Jacqueline Fraysse excuse tout d'abord l'absence de Marie Pézé pour raison médicale, mais également celles du Maire, de Fatna Chouaikh et d'Hélène Colombani qui assistent à une réunion sur la santé mentale

Elle présente ensuite un récapitulatif des évènements des derniers jours :

Le rassemblement du 16 novembre avant le CA a été un succès, avec plus de 300 personnes présentes.

Lors de ce CA les médecins, soutenus par l'intersyndicale et les élus, ont présenté une motion (ci-jointe). Ils ont condamné le manque de concertation, le mépris pour le personnel hospitalier et questionné sur le refus catégorique de l'ARS d'envisager un autre scénario que le leur et qui conduira inévitablement à l'asphyxie financière du CASH. Avec le soutien des syndicats et des élus, ils ont également exigé que le point concernant l'avenir de l'hôpital soit traité en début de CA et non à la fin. Enfin, ensemble, ils ont déploré que les résultats d'audit de KPMG et ALTAO n'aient jamais été communiqués.

L'ARS a botté en touche et a informé de la tenue d'un prochain CA, pour évoquer toutes ces questions en décembre.

Elle évoque ensuite la rencontre avec le Maire de Nanterre la PPP et l'ARS. Cette réunion a eu lieu en remplacement de la réunion de restitution des conclusions des groupes de travail, annulée en novembre et reportée *sine die*.

Arguant un déficit de 14 millions d'euros du CASH l'ARS et la PPP ont choisit de s'agripper à leur seul scénario, à l'exclusion de tout autre, malgré les demandes répétées d'une concertation large:

Transfert de la chirurgie conventionnelle à Louis Mourier et développement de l'ambulatoire à Max Fourestier, un regroupement des urgences nocturnes à Louis Mourier, le départ de la chirurgie orthopédique à Louis Mourier, le départ de la réanimation à Louis Mourier, le maintien des urgences de jour et d'un accueil 24h/24h à Max Fourestier, le maintien des urgences internes médicales liées aux besoins de l'activité médico-sociale à Max Fourestier, le transfert de la gériatrie et des soins de suite de Louis Mourier vers Max Fourestier, le développement de la chirurgie ambulatoire à Max Fourestier, le développement des consultations à Max Fourestier, le développement de l'odontologie à Max Fourestier (accueil des unités universitaires actuellement dans des préfabriqués à Louis Mourier), possible transfert de la cardiologie et de la pneumologie à Louis Mourier, le maintien de deux maternités, l'installation de nouvelles activités à Max Fourestier : prise en charge des malades mentaux ainsi que le souhaiterait la PPP, l'accueil médico-social des personnes handicapées pour lequel l'ARS aura des crédits et qui générerait des emplois.

Ces transferts signifierait la suppression ou le déplacement de près de deux cents emplois. De plus, une gouvernance commune (un même directeur pour les deux hôpitaux) serait souhaitée. Cependant, encore une fois, aucun élément chiffré n'a été donné. Les élus se sont évidemment insurgés et les ont demandés l'ARS. De plus, aucune réponse aux questions suivantes n'a été fournie :

- pourquoi ces transferts à Louis Mourier, sachant qu'il n'y a pas la place matérielle ?
- pourquoi décider du transfert de la chirurgie conventionnelle à Louis Mourier, sachant qu'elle est majoritairement pratiquée à Max Fourestier et que cet hôpital est doté d'un bloc neuf ?

- quelle est donc la logique de l'ARS, sachant que le budget de Max Fourestier va fortement pâtir de ce transfert ?
- si une gouvernance commune est sérieusement envisagée, sur quel budget s'appuiera-t-elle ?
- comment peut s'y retrouver Louis Mourier, tiraillé entre l'APHP et Max Fourestier ?
- Pourquoi spécialiser encore Nanterre dans l'accueil médico-social au lieu de le répartir sur tout le département ?

Les élus ont exigés de reprendre tous les travaux de concertation avec l'ensemble des acteurs concernés et à l'appui de données sérieuses.

La mairie a prévu d'organiser une conférence de presse lundi 13 décembre en présence des syndicats, de M. Gaillard, de J. Hassin, de M. Pezé du Maire et de Jacqueline Fraysse.

Hassan Hmani, 3^{ème} adjoint au maire, informe que la mairie va prochainement publier un document de 4 pages, au sujet de l'hôpital de Nanterre, qui sera distribué dans toutes les boîtes à lettres de la ville. Il comportera notamment la pétition du Comité sous la forme d'une carte à signer déjà affranchie afin d'en assurer le retour. La date de parution n'est pas encore fixée, probablement avant les vacances de Noël.

Nathalie Franzkowiak, de la CGT pour l'Intersyndicale, informe que plus de 150 personnes étaient présentes à la manifestation du 2 décembre. Les médecins sont venus au rassemblement avant le départ de la manifestation pour apporter leur soutien à cette mobilisation.

La veille, la communauté médicale et l'Intersyndicale avait adressé un courrier (ci-joint) à l'ARS pour lui demander de « renoncer à (son) projet qui n'est pas viable économiquement pour le CASH-Max Fourestier et conduirait inéluctablement à la fermeture de l'activité hospitalière sur le site de Nanterre et de missionner les Sociétés K.P.M.G. et ALTAO pour évaluer tout projet alternatif assurant un retour à l'équilibre tant de l'hôpital Max Fourestier que de l'hôpital Louis Mourier, tout en développant l'offre publique de soins de proximité».

Ils ont également demandé à être reçu par l'ARS.

C'est un rapprochement dont on ne peut que se réjouir pour la suite de la mobilisation.

Pour le reste, elle est très inquiète et craint que l'ARS ne joue le pourrissement de la situation laissant l'hôpital être submerger par les déficits pour mieux le fermer. **Daniel Pérez**, CGT, demande au Comité de désigner, si accord, une ou deux personnes pour créer un groupe de travail constitué du Comité+ intersyndicale+ élus+ communauté médicale pour travailler à l'élaboration d'un projet alternatif. De plus, les salariés du CASH ont prévu de se réunir devant la mairie le jour de la conférence de presse. **Denis Renard**, UD CGT, propose également une manifestation en direction des locaux de l'antenne de l'ARS.

Un rassemblement le jour du CA a également été voté en assemblée générale des personnels.

Lareedj Benyoub et un membre du Comité de Louis Mourier évoquent la réunion publique de Colombes au cours de laquelle C. Evin a été très chahuté par les participants dont des salariés du CASH et de Mourier. Laaredj regrette notamment que L. Elghozi se soit exprimé en faveur du projet de l'ARS, laissant croire que l'ensemble de la municipalité de Nanterre partage son avis, ce qui n'est pas le cas. **Yves Laybros** confirme que dans les réunions de l'ARS, L. Elghozi tient un discours en faveur du regroupement qui peut être interprété comme la position de la majorité municipale car il est représentant des communes, ce qui peut prêter à confusion. **Michel Hieu**, du groupe socialiste de la municipalité, prend la parole pour exprimer son désaccord avec les positions de son collègue. Il s'oppose au projet de l'ARS et souhaite que la voix du Comité se fasse entendre.

Marie-José Cattin s'inquiète que le secteur social du CASH ne bouge pas et que les usagers ne soient pas informés. **Sylvette Liard**, salariée du secteur social et **représentante de la CNT**, rappelle que les salariés des différentes structures sociales du CASH représentent 400 emplois, sur les 1500 de l'ensemble. La direction a déjà bradé un ESAT (ex CAT) et n'hésitera pas à brader le reste puisque le public se déleste de plus en plus de ces problématiques au profit du secteur privé ou associatif. Elle informe néanmoins que les salariés en question sont très mobilisés, qu'ils ont informé les usagers et que ceux-ci sont très conscients de ce qu'il se passe dans l'établissement.

Marc Vigneau, 11^{ème} adjoint au maire, réaffirme l'attachement de la mairie au maintien des deux hôpitaux et sa détermination à contrer le projet de l'ARS. Il appuie sur le fait que, dans cette bataille, on doit valoriser le plateau technique du CASH, qui est très diversifié et de très bonne qualité.

Daniel Lependu informe que près de 3000 personnes ont déjà signé la pétition. Il faut monter en puissance, organiser des distributions avec les élus le week-end sur les marchés.

Marc Guérin informe que les gens signent très facilement la pétition. Il souhaite que l'on propose aux candidats à l'élection présidentielle de se positionner sur la politique de santé en général et l'avenir de notre hôpital en particulier, afin que chacun puisse s'appuyer sur ce point précis lors du vote.

André Landrain, qui a fait signer la pétition par porte à porte, témoigne de l'empathie des habitants pour cette cause qui signent sans hésiter. Il propose de créer une convergence avec les autres Comités de défense d'hôpitaux menacés dans le département. **Jacqueline Fraysse** rappelle à ce propos que nous sommes déjà membre de la Coordination nationale des Comités qui nous invite à participer aux assises nationales les 24-25 mars 2012 à Aubagne.

Jacques Guével pense qu'il faut en effet continuer à associer la population mais également faire des actions spectaculaires pour être entendu dans les médias.

Denis Renard souhaite que l'on réponde aux arguments de déficits de l'ARS par d'autres arguments sur la dette, le déficit programmé de la Sécurité sociale, les emprunts toxiques auxquels les hôpitaux sont obligés de souscrire, etc....

Liste des actions décidées :

- Continuer et amplifier les signatures de la pétition.
- Le week-end du 17 et 18 décembre, organisation de signatures de la pétition sur les marchés avec les membres du Comité et les élus de la municipalité de 10h à 12h. Samedi : marché Picasso, Carrefour Market et Chemin de l'île. Dimanche : marché du centre et éventuellement marché préfecture (Coordination : Daniel Lependu).
- Accompagnement de la manifestation des salariés du CASH le mercredi 11 janvier depuis la préfecture et en direction de l'antenne l'ARS aux Champs-Pierreux (l'Intersyndicale doit se prononcer jeudi sur cette proposition de manifestation et interroger le personnel).

- Manifestation le Samedi matin 21 janvier 2012, le parcours n'étant pas encore fixé.
- Organiser un rassemblement le jour du CA (pas encore de date).
- Créer des convergences avec les autres Comité du département.
- Demander aux candidats à la présidentielle de se positionner sur le regroupement LM-MF.
- Projet de création d'un groupe de travail Comité+ intersyndicale+ élus+ communauté médicale (la communauté médicale se prononcera jeudi sur ce point).